

Appel de Porto Alegre pour les prochaines mobilisations

Janvier 2001

mardi 30 janvier 2001, par [Assemblée des mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2001).

En tant que forces sociales venant du monde entier, nous nous sommes réunis ici au Forum Social Mondial de Porto Alegre. Syndicats et ONG, mouvements et organisations, intellectuels et artistes, nous construisons ensemble une grande alliance afin de créer une société nouvelle, loin de la logique actuelle qui ne valorise que le marché et l'argent. Davos symbolise la concentration des richesses, la mondialisation de la pauvreté et la destruction de notre planète. Porto Alegre symbolise la lutte et l'espoir d'un monde nouveau possible, où l'être humain et la nature sont au centre des préoccupations.

Nous faisons partie d'un mouvement en pleine croissance depuis Seattle. Nous défions les élites et leurs procédés antidémocratiques, représentés au « World Economic Forum » (WEF) de Davos. Nous venons pour partager nos combats, pour échanger nos expériences, renforcer notre solidarité et manifester notre refus radical des actuelles politiques néo-libérales de mondialisation.

Nous sommes des femmes et des hommes : paysannes et paysans, travailleuses et travailleurs, salariés, étudiants, chômeuses et chômeurs, peuples indigènes et noirs, venant du Nord et du Sud, engagés dans la lutte pour les droits des peuples, pour la liberté, la sécurité, l'emploi et l'éducation. Nous sommes contre l'hégémonie du capital, la destruction de nos cultures, le monopole du savoir, les médias de masse, la dégradation de la nature et de la qualité de vie causée par les entreprises multinationales et les politiques antidémocratiques. L'expérience de la démocratie participative, comme à Porto Alegre, démontre que des alternatives concrètes sont possibles. Nous réaffirmons la suprématie des droits de l'être humain, des droits de l'écologie et des droits sociaux sur les exigences du capital et des investisseurs.

Au fur et à mesure que notre mouvement se fortifie, nous résistons à l'élite globale afin d'améliorer l'égalité, la justice sociale, la démocratie et la sécurité pour tous, sans aucune distinction. Nos méthodes et nos alternatives contrastent fortement avec les politiques destructrices du néolibéralisme.

La mondialisation libérale renforce un système sexiste, patriarcal, qui favorise l'exclusion et la féminisation de la pauvreté. Il exacerbe toutes les formes de violence à l'encontre des femmes. L'égalité homme-femme est une dimension centrale de notre combat. Sans elle, un autre monde ne sera jamais possible.

La mondialisation libérale déchaîne le racisme, en continuité avec le génocide causé par des siècles d'esclavage et de colonialisme, qui ont détruit les fondements des civilisations et des sociétés noires d'Afrique. Nous appelons tous les mouvements à se solidariser avec le peuple africain, du continent et ailleurs dans le monde, pour défendre son droit à la terre, à la citoyenneté, à l'égalité et à la paix à travers la reconnaissance de la dette historique et sociale. Le trafic d'esclave et l'esclavage sont des crimes contre l'humanité.

Nous exprimons tout spécialement notre reconnaissance et notre solidarité aux peuples indigènes dans leur combat historique contre le génocide et l'ethnocide et pour la défense de leurs droits, de leurs ressources naturelles, de leur culture, de leur autonomie, de leur terre et de leur territoire.

La mondialisation libérale détruit l'environnement, est néfaste pour la santé et les conditions de vie du peuple. L'atmosphère, l'eau, la terre et les êtres humains également sont transformés en marchandises. La vie et la santé doivent être reconnus en tant que droits fondamentaux et il faut soumettre les décisions économiques à ce principe.

La Dette Extérieure des pays du Sud a été payée plusieurs fois. Injuste, illégitime et frauduleuse, elle fonctionne comme un instrument de domination, privant les peuples de leurs droits fondamentaux, avec pour seul objectif celui de favoriser le système d'usure international. Nous exigeons son annulation sans conditions et la réparation des dettes historiques, sociales et écologiques, ceci constituant les premières mesures d'une solution définitive aux crises que la dette extérieure provoque.

Les marchés financiers exploitent les richesses et les ressources des populations et soumettent les économies nationales aux va-et-vient des spéculateurs. Nous réclamons la suppression des paradis fiscaux et l'introduction d'impôts sur les transactions financières.

Les privatisations transfèrent les biens publics et les ressources vers les multinationales. Nous sommes opposés à toute forme de privatisation des ressources naturelles et des biens publics. Nous lançons un appel afin de les protéger et d'offrir à toutes et à tous une vie digne.

Les entreprises multinationales contrôlent la production mondiale grâce au chômage massif, aux bas salaires et au travail peu qualifié. Elles refusent de reconnaître les droits fondamentaux des travailleurs, tels qu'ils ont été définis par l'OIT. Nous réclamons la reconnaissance réelle des droits des syndicats à s'organiser et à négocier afin d'obtenir de nouveaux droits pour les travailleurs. Alors que les biens et les capitaux peuvent traverser librement les frontières, les restrictions concernant les mouvements de population exacerbent l'exploitation et la répression. Nous exigeons la fin de ces restrictions.

Nous demandons un système commercial juste et qui garantisse le plein emploi, l'autosuffisance alimentaire, des échanges équitables et la prospérité locale. Le « libre échange » n'est pas aussi libre que cela. Les règles du commerce global permettent aux multinationales d'accumuler très rapidement richesse et pouvoir et génèrent en même temps une plus grande marginalisation et un plus grand appauvrissement des paysannes et des paysans, des travailleuses et des travailleurs, ainsi que des entreprises locales. Nous demandons aux gouvernements de respecter leurs obligations, suivant en cela les règles internationales sur les droits de l'homme et les accords internationaux sur l'environnement. Nous en appelons à votre soutien pour les mobilisations contre la création de la zone de libre échange des Amériques, une initiative qui signifie la reconquête de la région et la perte des droits humains fondamentaux : les droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

Le FMI, la Banque Mondiale et les banques régionales, l'OMC, l'OTAN et d'autres alliances militaires sont une partie des acteurs de la mondialisation libérale. Nous exigeons qu'ils cessent d'interférer dans les politiques nationales. Ces institutions n'ont aucune légitimité aux yeux des peuples et nous continuerons à protester contre leurs mesures.

La mondialisation libérale néo-libérale a provoqué la concentration des terres et a favorisé une agriculture transnationalisée, néfaste à l'environnement et aux structures sociales. Elle se base sur la production pour l'exportation qui suppose de grandes plantations et des barrages qui ont comme

corollaire l'expulsion des gens de leur terre et la destruction de leurs moyens de subsistance. Ceux-ci doivent leur être rendus. Nous demandons une Réforme Agraire démocratique qui donnerait au paysan l'usufruit de la terre, de l'eau et des graines. Nous favorisons des systèmes agricoles d'autosuffisance. Les graines et le matériel génétique font partie du patrimoine de l'humanité. Nous exigeons l'abolition de l'utilisation des plantes transgéniques et des brevets sur la vie.

Aux mains des multinationales, la militarisation et la mondialisation libérale se soutiennent afin d'ébranler la démocratie et la paix. Nous refusons complètement que la guerre soit l'unique façon de résoudre les conflits. Nous sommes contre la course à l'armement et le commerce des armes. Nous exigeons la fin de la répression et de la criminalisation de la revendication sociale. Nous condamnons les interventions militaires étrangères dans les affaires internes de nos pays. Nous exigeons la levée des embargos et des sanctions qui sont utilisées comme moyen d'agression et nous exprimons notre solidarité avec ceux qui souffrent de leurs conséquences. Nous refusons l'intervention militaire des États-Unis en Amérique latine par l'intermédiaire du Plan Colombie.

Nous appelons au renforcement de notre alliance face à ces thèmes essentiels et à l'organisation d'actions communes. Nous continuerons à nous mobiliser autour de ces actions jusqu'au prochain forum. Nous reconnaissons que nous disposons à présent d'une position plus favorable pour entreprendre le combat en vue d'un monde différent, sans misère, sans faim, sans discrimination ni violence et pour une meilleure qualité de vie, dans l'équité, le respect et la paix.

Nous nous engageons à soutenir toutes les luttes de l'agenda collectif qui mobilise l'opposition au néolibéralisme. Parmi les priorités des mois à venir, nous allons nous mobiliser globalement contre : le forum économique mondial à Cancun (Mexique) les 26 et 27 février ; · la zone de libre échange des Amériques, à Buenos Aires (Argentine) le 6 et 7 avril et au Québec (Canada) du 17 au 22 avril ; · la Banque Asiatique de Développement (en mai à Honolulu) ; · le Sommet du G8 à Gênes (Italie) du 15 au 22 juillet ; · Le FMI et la Banque Mondiale dont l'assemblée annuelle se tiendra à Washington DC du 28 septembre au 4 octobre ; · L'OMC, du 5 au 9 novembre (au Qatar ?).

Le 17 avril, nous nous joindrons à la mobilisation internationale pour la lutte contre l'importation de produits agricoles à bas prix que génère le « dumping » économique et social. Nous appuierons également la mobilisation féministe à Gênes, contre la mondialisation libérale. Nous soutiendrons l'appel pour un jour mondial d'action contre la dette, qui aura lieu cette année le 20 juillet et les mobilisations qui auront lieu à l'occasion de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance (Durban, Afrique du sud - 31 août au 7 septembre 2001).

Ces propositions définies font partie des projets alternatifs élaborés par les mouvements sociaux du monde entier. Elles ont pour principe l'idée que les êtres humains et la vie ne sont pas des marchandises. De la même façon, elles sont guidées par l'engagement pour le bien-être et les droits humains de toutes et de tous.

Notre participation au forum social mondial a enrichi notre compréhension de chacun de nos combats et nous en sommes sortis plus forts. Nous en appelons aux peuples du monde entier afin qu'ils nous rejoignent dans notre lutte pour la construction d'un futur meilleur. Le forum social de Porto Alegre est un pas vers la souveraineté des peuples et vers un monde juste.